Nouvelles locales mercredi 2 et jeudi 3 mars 2016

@rib News, 03/03/2016 Ï Education - Seulement la moitié des lauréats attendus à l'Université du Burundi se son inscrire pour l'année académique 2015-2016.Les effectifs des lauréats qui ©taient attendus à l'Université du l'année académique 2015-2016 ont diminué de moitié. Sur un effectif de près de 4 milles étudiants orientés Ã du Burundi, 2010 étudiants seulement se sont fait inscrire. Les raisons données par l'autorité académique, c'es autre la crise qui secoue le Burundi depuis le mois d'avril 2015 ainsi que les années académiques qui sont trà s longues, selon Docteur Paul Hakizimana, Directeur Académique à l'Université du Burundi. Ï Politique - Certains habitants de la province Makamba disent être inquiets de l'avenir du Burundi en ce qui concerne la paix et la sécurité. Cette population du sud du pays avoue être déçue des résultats des consultations ent le gouvernement et différentes déIégations de la communauté internationale. Les habitants font allusion aux récentes visites au Burundi du secrétaire général des nations unis et de la mission de haut niveau de l'UA Union Africaine. Ils trouvent que ces visites n'aboutissent à rien et que la situation reste la même étant donné qu'il n'y a aucun sur terrain. La plupart d'entre eux estiment que le pouvoir de Bujumbura n'a pas la volonté de vider la question polit sécuritaire observé dans le pays. Les habitants de la province Makamba déplorent également l'organisation du di inter burundais mis en place par la commission nationale du dialoque inter Burundais sans inclure les autres. Ils trouvent que seuls les membres du parti au pouvoir s'expriment dans ce dialogue inter Burundais. Ces habitants demandent au gouvernement Burundais de faire tout pour que la paix rà gne encore dans le pays. Ï Gouvernance -Le ministre des finances, du budget et de la privatisation demande aux responsables administratifs de réduire sensiblement les missions à l'étranger sauf les missions stratégiques. Dans une correspondance du 26 février 2016 adressée au Gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB), au Commissaire Général de l'Office Burundais de Recettes(OBR) et au Secrétaire Général de l'Agence des Contrà le des Assurances(ARCA),le ministre Tabu Abdallah Manirakiza explique que cette mesure a été motivée par la conjoncture économique que le pays traverso et la bonne gestion des réserves en devises. Il ajoute que les formations organisées sur les fonds publics seront supprimées sauf pour des cas exceptionnels. Dans cette mÃame correspondance, le ministre Manirakiza a aussi supprimé les frais supplémentaires sur les missions prises en charge par le gouvernement sauf celles jugées stratégiques pour les institutions. Ï Economie - Les activités des institutions de micros finances tournent au ralenti depuis le début de la crise qui secoue le Burundi. De petits commerçants qui vivaient des micros crédits indiquent qu' sont dans la misÃ"re puis que leurs activités commerciales se sont arrêtées. Une femme rencontrée à la micro finance TURAME regrette qu'elle a été victime du fait que ses collà gues n'ont pas remboursé une partie du « crédit qu'ils avaient contracté ensemble. Un commerçant rencontré au marché de Jabe dit qu'il avait contracté une l'institution de micro finance WISE mais qu'il a perdu tout son capital. Les responsables institutions de micro finance comme Wise,Turame finance, Kazoza et Corrilac regrettent que la plupart de leurs clients n'ont pas remboursé les crédits contractés au cours de l'année 2015. Certaines de ces micros finances ont été obligées de réduire le tandis que d'autres ont même fermé quelques agences. Ï Société - Au cimetià re de Mpanda, les places sont divisées selon les moyens financiers des personnes à la recherche de ce service. Des privés ont loué ces places et exigent des conditions pour faire b©n©ficier leurs services aux demandeurs. Des familles qui perdent les leurs disent qu'il est difficile d'enterrer dignement leurs personnes à cause des coûts élevés. Certaines pompes funÃ"bres pr les tombes pour 2. 000.000 fbu, 1.500.000 fbu et 1.000.000 fbu dans le quartier VIP. Alors qu'il reste d'autres besoins pour ces activités funéraires comme les gerbes de fleurs, le transport du cercueil et celui des membres de la famille, la messe et la chorale, la location des habits de circonstance, la rencontre autour d'un verre aprÃ"s l'enterrement « GUKARABA », ce qui éIà vent les dépenses. Quand on ne recourt pas au service VIP, le cercueil se vend à 150.000 fbu, la tombe et sa préparation à plus de 250.000 fbu, ce qui fait que toutes les dépenses vont au-delà de 1.000.000Fbu même quand on cherche à éviter des dépenses énormes. Souvent, des réunions des membres de la famille et des ar sont organisées pour inventorier les besoins et les moyens que détient la famille. Parfois il est difficile de déterminer le jour ou la date d'enterrement à cause de manque de moyens. Il arrive même qu'on contracte un crédit pour enterre dignement le dA©funt. Actuellement, il faut avoir au moins un million de francs burundais pour enterrer dignement quelqu'un. Ï Droit de l'homme - Dans un rapport publié ce mardi le 1er Février2016, la ligue Iteka dénombre pl personnes tuées, d'autres enlevées et portées disparues depuis le mois de Janvier. Les tueries ont été effectué la mairie de Bujumbura, dans la province de Bubanza et Bujumbura. Dans ce rapport, la ligue Iteka dénonce des exécutions extrajudiciaires de la police dans certains coins du pays. La ligue Iteka déplore également que des réfugiés qui sont dans les pays voisins sont souvent poursuivis par des ©Íéments « du Pouvoir », c'est le cas d'un Burun trouvant en Ouganda qui a failli être lynché par des hommes inconnus. Cette organisation de défense des droits humains s'inquiÃ"te ©galement du sort de sa trésoriÃ"re Marie Claudette Kwizera qui a été enlevée par les élé Documentation Nationale. La ligue Iteka dit qu'une rançon de 3.5 millions de francs burundais a été versée par sa famille mais sans voir la sienne. Cette trésoriÃ"re de la ligue Iteka a été enlevée il y a bientà t 3 mois et reste sans nouvelles. - Didace Ntawumenya, un agent de la COOPEC à Makamba a été kidnappé ce mardi alors qu'il se rendait au travail. Les individus qui ont commis ce rapt n'ont pas été identifiés. Son épouse, sa famille et ses collà gues de bureaux ne disposent d'aucune information sur sa situation. Son téIéphone personnel est éteint. Toutefois, la victime a depuis écrit un message avec un autre numéro d'appel, sans préciser où elle se trouve. En utilisant ce numéro, des proches ont au bout du fil quelqu'un qui refuse de passer la communication; ce qui augmente leur inquiétude. Ntawumenya était sous surveillance ces derniÃ"res semaines et avait été photographié affirme son entourage. Il a étÃ kidnappé alors qu'il franchissait le rond-point de Makamba vers son lieu de travail. Ajoutons aussi qu'il était jeune puis qu'il avait célébré son mariage le 13 février dernier. Ï Sécurité - Un homme jusqu'ici paisible a tué la fer grand frà re à l'aide d'une machette la nuit de ce mardi à mercredi sur la colline de Nkuba, commune de Bugendana de

la province Gitega. L'homme a été incarcéré au cachot de la police locale. Il refuse toujours de s'exprimer sur son geste. Ï Justice - Jean Butoyi est le suspect numéro un dans l'affaire de la fosse commune de Mutakura. Originaire de la commune de Matongo en zone de Banga, colline de Rutoke en Province de Kayanza, Butoyi est un jeune papa de deux enfants (une fille de 4 ans et un fils de 2 ans). Il travaillait comme vendeur de charbon à la quatriÓme avenue du quartier de Mutakura, Ià où sa famille habite. Récemment, il avait monté un commerce de vivres (riz, haricots et d'autres produits) au marché de Kinama. Sa décision d'aller à Kinama a été dictée par le fait que plusieurs boutiquiers et vendeurs de charbon de Mutakura sont accusés réguliÓrement par des hommes du lieutenant-colonel Darius Ikurakure d'approvisionner les insurgés. Un de ses employés a d'ailleurs été arrêté derniÓrement avant d'être rel¢ché. La femme de Butoyi est enceinte de six mois. Selon Donate Niyonzima, sa vie est fichue. Elle est convaincue de l'innocence de son mari et n'implore que la miséricorde de Dieu pour sauver son mari. Les voisins de Jean Butoyi ne croient pas non plus en sa culpabilité. De son côté, le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa a indiqué que cet argent lui avait permis d'ouvrir sa boutique dans le quartier de Kinama.